

**M. Douglas:** Monsieur l'Orateur, une autre question supplémentaire. Le ministre n'a pas répondu à ma question. Nous dirait-il s'il est vrai, comme le rapportent les journaux, que le gouvernement canadien n'a consenti à accorder une assistance accrue à l'Inde qu'en raison des pressions exercées par le gouvernement des États-Unis?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, je croyais avoir répondu à la question lorsque j'ai dit que la déclaration du premier ministre à la Chambre, concernant l'intention du Canada d'accorder cette nouvelle aide, avait été faite avant la conférence avec les autorités des États-Unis. Je puis affirmer de façon catégorique que l'initiative n'est nullement le fait de pressions exercées sur le Canada, mais que notre pays a assumé ses responsabilités en ce qui concerne l'assistance à ce pays du Commonwealth.

**M. Ron Basford (Vancouver-Burrard):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question complémentaire ayant trait à l'assistance en denrées alimentaires fournie à l'Inde? Comme solution à longue échéance, le gouvernement songera-t-il à accorder à l'Inde une aide technique et financière en vue d'études démographiques et du contrôle des naissances, si le gouvernement de l'Inde le demande?

**M. l'Orateur:** Cette question semble hypothétique. Elle n'est donc pas recevable.

**M. Basford:** Monsieur l'Orateur, je soulèverai la question à dix heures.

### LES FINANCES

#### DÉPÔT DE L'AIDE-MÉMOIRE SUR LES PRINCIPES DIRECTEURS ÉMIS PAR LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, tandis que je suis debout, j'aimerais déposer le texte des instances que nous avons présentées le 14 janvier au gouvernement des États-Unis au sujet de la réglementation projetée de la SEC à propos des transactions de valeurs mobilières hors cote aux États-Unis, en ce qu'elles touchent les sociétés canadiennes.

Depuis, nous avons eu d'autres entretiens avec les autorités américaines à ce sujet. Lors de la réunion du comité ministériel conjoint canado-américain qui a eu lieu au début du mois, nous avons franchement échangé nos points de vue respectifs. Les secrétaires américains nous ont assurés, à cette occasion, qu'ils étudieraient minutieusement l'élaboration d'accords propres à satisfaire les deux

[L'hon. M. Martin.]

pays. Entre-temps, je crois que les autorités américaines ne comptent pas assujettir les sociétés canadiennes aux formalités proposées.

Je désire déposer l'aide-mémoire, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** La Chambre consent-elle à ce que le ministre dépose le document dont il vient tout juste de parler?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

### LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

#### QUÉBEC, P.Q.—MORTS ATTRIBUÉES À LA CONSOMMATION DE BIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Serait-il en mesure de dire à la Chambre, aujourd'hui, si les enquêteurs du gouvernement fédéral ont finalement découvert quelle compagnie de bière ou quelle brasserie est responsable du décès de centaines de personnes dans les villes de Québec et de Trois-Rivières?

[Traduction]

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, l'enquête se poursuit sur ce qu'on prétend être un rapport entre la consommation de bière et une affection cardiaque obscure. Pour l'instant, l'enquête n'a pas réussi à établir un rapport direct entre la consommation de la bière suspecte et les cas établis de défaillances cardiaques. D'autres éléments encore mal définis sont peut-être en cause et, dans les circonstances, rien ne me permet de lier directement ces cas à la consommation de bière et rien ne me donnerait le droit de nommer l'entreprise qui a fabriqué la bière suspecte, avant la fin d'une enquête plus poussée.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre. Informera-t-il la Chambre dès qu'il aura reçu un rapport de ses enquêteurs, qui sont actuellement à Québec?

[Traduction]

**L'hon. M. MacEachen:** Oui, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

[Français]

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de la